

Environnement. Associations, collectifs et représentants politiques favorables au Parc des Calanques lancent un nouvel appel.

Parc national : « Des moyens à la hauteur des enjeux »

Un gros paquet de feuilles sous le bras, à 16h passée, Alain Matesi s'apprête à aller à la dernière permanence de la commission de l'enquête publique sur le Parc National des Calanques qui s'achevait hier après-midi. Y déposer les résultats du sondage d'opinion réalisé auprès de 4000 habitants : plus des trois quart sont favorables au Parc National. Une même initiative a été réalisée par et auprès des étudiants de l'IUT Hygiène et Environnement 98% d'avis « favorable ». Voilà pour la tendance.

Un peu plus tôt, Alain Matési et une dizaine de représentants d'associations, collectifs, groupements et formations politiques favorables au Parc National des Calanques, ont tenu à rappeler à tous leurs engagements et « la nécessité » de la mise en place d'une pareille structure.

Après avoir rappelé son engagement pour sa création depuis 2008, Karim Ghendouf estime que « cette réalisation demande des moyens.

Et il faudra que l'Etat assure sa part de financement de ce Parc National pour ne pas en faire une simple « réserve ». Christine Abattu, conseillère municipale socialiste, regrette que des périmètres tels que Sainte Croix soient sortis du Cœur de Parc, « sous la pression de quelques propriétaires influents alors que c'est une question d'intérêt général ». Quant à Elisabeth Roux, conseillère municipale de Ceyreste, elle n'a pas de mot pour décrire « l'absence d'information municipale sur l'enquête publique, les enjeux, la réalisation du Parc... « rien de rien ». « Les municipalités de Ceyreste et de La Ciotat n'ont pas voulu infor-



Pour ces responsables associatifs et politiques, l'essentiel reste la mise en œuvre cohérente du projet.

mer la population » concluent-ils. Du côté des associations présentes, Jean Asso, le représentant régional des CPIE, Bruno Saurez de l'association « le naturisme en liberté », Christiane Huot, présidente de Cri Nature, tous sont unanimes pour affirmer la même nécessité. « Si nous voulons protéger, il faut bien instaurer quelques règles » insiste cette dernière. Les débats au sein même des collectifs, et des différents représentants au Conseil d'Administration du GIP ont parfois été très vifs comme en témoigne Gilberte Dalmasso, la présidente du groupe-

ment des CIQ de la Ville. « Il y avait beaucoup d'appréhension et d'inquiétudes » précise-t-elle. « D'où l'importance d'écouter ces inquiétudes pour y répondre » reprend Alain Matesi. A l'heure d'aujourd'hui, deux points sont encore très épineux, selon la présidente du groupement, il s'agit de « la sur-fréquentation du site et les aménagements qui devront être réalisés pour la gérer ». Toujours est-il que ce Parc National des Calanques : « c'est maintenant ou jamais » lance Denyse Ricard-Maubon de l'association « pour un Parc National des Ca-

lanques ». « Cela fait vingt ans que nous avons débuté ce combat. Nous n'étions qu'une vingtaine de militants au début à réfléchir à « comment protéger les Calanques de Marseille de l'Urbanisation »... Et plutôt que d'en faire « une réserve » ou un « parc régional » nous avons eu l'idée de proposer la création d'un parc National ». La recherche d'un consensus n'a pas fait aboutir « un projet idéal », mais les enjeux sont aussi au-delà : se donner les moyens de mettre en œuvre un projet ambitieux et cohérent.